Roumanie : le PNL en ordre de bataille après la démission précipitée de Klaus Iohannis

Description

Le 8 décembre 2024 devait se tenir le second tour de la présidentielle en Roumanie mais, en raison de forts soupçons d'ingérence russe organisée par le biais des réseaux sociaux, la Cour constitutionnelle a décidé le 6 décembre d'annuler la totalité du scrutin pour préserver la légalité du processus électoral. Le président Klaus Iohannis (Parti national libéral – PNL) avait alors annoncé se maintenir au pouvoir le temps d'organiser un nouveau scrutin en mai 2025. Ce choix avait été vivement critiqué par l'opposition qui évoquait une forme de « coup d'État ».

Sous la pression de la rue ainsi que des échanges entre parlementaires au sujet de son éventuelle révocation, le chef de l'État a annoncé le 10 février qu'il démissionnait de son poste de Président à compter du 12 février. Il a expliqué qu'il n'avait « *jamais violé la Constitution* » et qu'il quittait ses fonctions pour épargner à la Roumanie une crise liée à l'organisation d'un référendum pour la destitution du Président, pour éviter la division de la société et que son pays ne soit ridiculisé sur la scène internationale. Le soir même, Ilie Bolojan, président du Sénat, a annoncé qu'il abandonnait ses fonctions de président et membre du PNL pour pouvoir exercer, comme le prévoit la Constitution, celles de Président par intérim de la Roumanie à la suite du départ précipité de K. Iohannis.

C'est Cătălin Predoiu, le premier vice-président du parti, qui en prend la direction. Des réunions ont aussitôt été organisées pour préparer les éléments de base de la campagne qui sera menée par le PNL en soutien à la candidature de Crin Antonescu, qui avait déjà exercé les fonctions de chef de l'État intérimaire du 10 juillet au 27 août 2012 en tant que président du Sénat.

Sources : *Jurnalul national, site de la présidence roumaine, Ziua de Vest, DIGI 24.*

date créée
15/02/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre